

PRÉCARITÉ

Nuit de la solidarité : un décompte à la hausse

600 sans-abris de plus que l'an dernier : c'est le résultat du décompte organisé par la Ville de Paris lors de la deuxième édition de la Nuit de la solidarité, et qui a été dévoilé le 14 février.



SUR L'ENSEMBLE DES SITES CHOISIS POUR LA NUIT DE LA SOLIDARITÉ, 3 622 sans-abri ont été décomptés dont 2 232 dans les rues de Paris, d'après les premiers résultats dévoilés le 14 février par la Mairie de Paris. Pour cette action nocturne qui s'est déroulée du 7 au 8 février, de nouveaux lieux ont été pris en compte : les parcs et jardins, les talus des périphériques, une cinquantaine de parkings et des locaux d'Habitat Paris. En plus des bois de Boulogne, de Vincennes et de la colline du XVIII^e.

Il y avait, l'an dernier, 21 500 places ouvertes et 3 035 personnes décomptées comme étant à la rue. Prenant acte de ce constat, la Ville de Paris et l'Etat ont fait le choix d'ouvrir 2 500 places de plus que l'an dernier, soit 24 000 places. Pour autant, 600 personnes ont été décomptées en plus par rapport à 2018, en grande partie du fait des nouveaux lieux qui se sont ajoutés au périmètre de recherche, mais pas seulement. A périmètre constant, les organisateurs de la Nuit de la solidarité font état de 150 personnes en plus dans les rues de Paris. Avec des variations locales : dans le X^e arrondissement, les campements de migrants près du canal Saint-Martin et du quai de Jemmapes ont été démantelés, réduisant par deux le nombre de sans-domicile dans l'arrondissement, alors que, dans le même temps, celui-ci a augmenté de moitié dans le XIX^e (de 215 à 318 personnes) et presque doublé dans le XVIII^e (de 246 à 421).

Un essor lié, selon la Mairie, à la fermeture en mars 2018 du centre de premier accueil humanitaire de la Porte de la Chapelle. « Le dispositif de remplacement mis en œuvre par le gouvernement est insuffisant pour assurer le premier accueil des migrants. Ils ont besoin d'un lieu pour se poser et faire leurs démarches, explique Dominique Versini, adjointe à la Maire chargée des solidarités. Il faut travailler sur la question d'un accueil digne pour les migrants, et sur la façon de faire sortir au long cours les gens des centres d'hébergement, de leur permettre un accès plus rapide et pérenne au logement. »

En cela, le décompte devrait permettre, selon l'adjointe à la Maire de Paris, d'avoir un outil pour mieux comprendre les besoins et orienter les politiques

publiques. D'autres villes intéressées par la démarche ont assisté à la Nuit de la solidarité en vue d'organiser la leur : le 27 février, Rennes mènera sa première édition, et Montreuil y réfléchit également.

MIEUX CERNER CES PUBLICS

« Ce qui nous semble intéressant avec ce travail est de voir quels sont réellement ces publics, quelles réponses adaptées il faudra apporter : un homme à la rue depuis vingt-cinq ans n'a pas les mêmes besoins d'accompagnement qu'une jeune femme qui vient de perdre son logement. Plus on va affiner ces éléments, plus cela va nous permettre de mieux accompagner ces personnes », estime Eric Pliez, président du Samu social de Paris.

« Il faut plus de places, et des places plus durables, martèle-t-il. Nous refusons encore des centaines de personnes tous les jours, et ce, alors que nombre d'entre elles n'appellent pas le 115. Le problème est que notre système est bloqué, et certains ne sortent pas de l'hébergement. Pour deux raisons majeures : les logements sociaux accessibles pour les personnes à faibles ressources font défaut, et des gens que l'on appelle pudiquement "à droits incomplets" sont bloqués depuis des années dans l'hébergement en raison de leur situation administrative. Or il suffirait d'un petit effort pour les régulariser et les en faire sortir. Mais ce qu'on entend de la baisse des logements sociaux, qui est liée aussi à la baisse des APL [aides personnalisées au logement], n'est pas un bon signal. » ●

SARAH BOS



EN CHIFFRES

Lors de la Nuit de la solidarité, les bénévoles et les travailleurs sociaux ont rencontré 3 622 personnes sans abri, contre 3 035 l'année dernière. 2 232 sans-domicile ont été décomptés dans les rues de Paris, contre 2 080 en 2018. 751 personnes ont été rencontrées dans d'autres types de lieux (gares, métros, hôpitaux, parkings...), et 639 personnes dans des zones spécifiques plus à l'écart : bois de Boulogne et de Vincennes, colline du XVIII^e, parcs, jardins, talus du périphérique...